



REÇU LE

17 NOV. 2018

MAIRIE D'ELLIANT

REF. DOSSIER TER-ART-2018-29232-CAS-130344-Q8S1W4

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS

TÉLÉPHONE 02.40.67.39.02

MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

OBJET PA - PLU - ELLIANT

A LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le

15 NOV. 2018

BORDEREAU D'ENVOI

Nous vous transmettons, ci-joint le(s) document(s) suivant(s) :

Copie du courrier de réponse de RTE aux services de l'Etat.

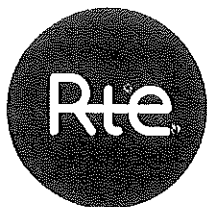
Le Service Concertation Environnement Tiers

Destinataire

Mairie d'ELLIANT

Rue Brizeux

29370 ELLIANT



VOS REF.

NOS REF. LE-DI-CDI-NTS-SCET-18-URBANISME

REF. DOSSIER TER-ART-2018-29232-CAS-130344-Q8S1W4

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS

TÉLÉPHONE 02.40.67.39.02

MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

FAX 0811 101 129

OBJET PA - PLU - ELLIANT

DDTM Finistère

2, boulevard du Finistère

29325 Quimper Cedex

À l'attention de M. STEPHANE LE YEUC'H

LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le **15 NOV. 2018**

Monsieur le Préfet,

Nous accusons réception du dossier du projet de révision du PLU de la commune de Elliant, arrêté par délibération en date du 26 septembre 2018 et transmis pour avis le 25/10/2018 par vos Services.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :
LIAISON 225kV N° 1 CONCARNEAU-POTEAU-ROUGE,
LIAISON 225kV N° 1 CONCARNEAU-SQUIVIDAN,
LIAISON 225kV N° 1 POTEAU-ROUGE – SQUIVIDAN.

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones A, AZH, N, NZH de la commune d'Elliant.

1/ Annexe concernant les servitudes I4

Centre Développement Ingénierie Nantes
ZAC DE GESVRINE - 6 RUE KLEPER BP 4105
44241 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE CEDEX
TEL : 02.40.67.39.02
FAX : 0811 101 129

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de
surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258



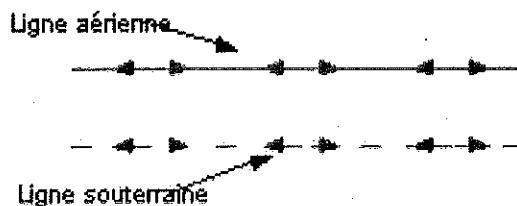
www.rte-france.com



1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus ne sont pas bien représentés. La symbologie utilisée est inexacte.

Le guide méthodologique de la numérisation des SUP norme comme suit, la symbologie des servitudes I4 :



Toutefois, vous trouverez en annexe à ce courrier une carte permettant de les situer.

Nous vous informons également que le tracé de nos ouvrages en exploitation est disponible au format SIG sur le site de l'Open Data Energies Réseaux (<https://opendata.reseaux-energies.fr/explore/?q=inspire&sort=modified>) et en y faisant une recherche sur « INSPIRE ».

1.2. Liste des servitudes

Une note d'information relative à la servitude I4 vous est communiquée. Elle permettra pour la servitude I4, de compléter les références législatives et réglementaires en vigueur, qui sont manquantes en colonne 1 de la liste des servitudes du PLU d'Elliant.

Elle précise également qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

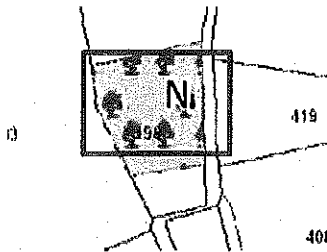
Afin de garantir la sécurité des tiers aux abords de nos ouvrages, nous proposons que soit annexée aux annexes du PLU d'Elliant, la Note d'Information « actualisée » relative aux lignes et canalisations électriques jointe à la présente.

2/ Le document graphique du PLU d'Elliant

2.1. Protection du cadre naturel et présence des ouvrages RTE : boisements à conserver (article L151-23 du code de l'urbanisme)

Le règlement graphique planche Sud-Ouest identifie un boisement (parcelle 98), au niveau du passage de la ligne électrique de la liaison 225kV n° 1 POTEAU ROUGE - SQUIVIDAN. Ce boisement est en décalage avec la présence des ouvrages de RTE qui impliquent, au regard des servitudes établies, des opérations de maintenance (notamment d'égavage) afin d'assurer la pérennité et la sécurité de nos ouvrages.


Parcelle 98



Source : Règlement graphique



Source : Cartographie RTE

Nous vous demandons donc de corriger ce décalage en supprimant le marquage  au niveau de l'emplacement identifié ci-dessus (parcelle 98).

3/Le Règlement

Les ouvrages du Réseau Public de Transport d'Électricité, qui constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme, rentrent dans la catégorie d'ouvrages spécifiques (en tant qu'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux d'utilité publique et d'intérêt collectif et en tant qu'ouvrages exceptionnels, notamment concernant ses pylônes).

En l'état du projet d'arrêt de PLU d'Elliant, RTE formule donc les demandes suivantes portant sur 3 points :

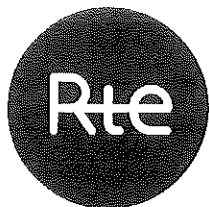
1. Autoriser les ouvrages existants dans le règlement du PLU d'Elliant

Nous soulignons l'importance de l'autorisation expresse que RTE doit posséder pour effectuer ses travaux d'entretien, dans les dispositions générales des zones concernées. À cet effet, il conviendra d'autoriser expressément les ouvrages RTE à l'identique des zones A et N, pour les zones AZH et NZH.

2. Prescrire l'exception aux éléments de paysage à conserver « Boisements, Linéaires bocagers, haies, arbres remarquables »

Nous souhaitons que soit précisée aux chapitres dédiés aux éléments de paysages à protéger pour sa valeur écologique et/ou paysagère, l'exception suivante, en lien avec le caractère spécifique de nos ouvrages :

« Pour des raisons de sûreté, ne sont pas soumis à déclaration préalable, les coupes et les élagages nécessaires à la sécurité et sûreté aux abords des ouvrages RTE ».



RTE propose que soit ajouté au paragraphe 13 du titre ¹I (Cf. pages 11 et 12), un cinquième point d'exception :

« 5° Pour des raisons de sûreté, ne sont pas soumis à déclaration préalable, les coupes et les élagages nécessaires à la sécurité et sûreté aux abords des ouvrages RTE ».

3. Reporter et lister les servitudes I4 en annexe

Il résulte des dispositions du code de l'urbanisme que : « Les annexes au plan local d'urbanisme comprennent, s'il y a lieu, (...) les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (...) » (article R. 151-51 du Code de l'urbanisme), dont les servitudes des ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4).

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence des ouvrages de RTE, nous demandons que soit corrigée la liste de servitudes I4 à joindre dans les annexes du PLU d'Elliant et de veiller au report exhaustif des tracés de la servitude I4 sur le plan de servitudes du territoire d'Elliant.

Afin de garantir la sécurité des tiers aux abords de nos ouvrages, nous proposons que soit annexée aux annexes du PLU d'Elliant, la Note d'Information « actualisée » relative aux lignes et canalisations électriques jointe à la présente.

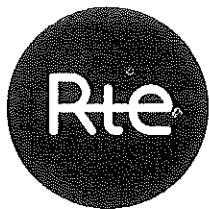


Par ailleurs, nous profitons de ce courrier pour vous préciser qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Vous trouverez également, pour information, la plaquette "PREVENIR pour mieux CONSTRUIRE" relative à nos recommandations concernant les travaux à effectuer à proximité des ouvrages électriques à haute et très haute tension.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

¹ Titre I : Dispositions Générales



Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Directeur Adjoint,
Centre Développement Ingénierie Nantes,

David PIVOT

PJ : Carte, Note d'information relative à la servitude I4 et la plaquette « PREVENIR pour mieux construire »

Copie : Mairie d'Elliant



NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir



prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 volts

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs Enedis et /ou Régies.